

dans les autres pays; nous avons même une loi spéciale à cet effet, qui prévoit que le gouvernement peut établir un prix sur les marchandises importées qui sont vendues à un prix inférieur à celui de nos produits domestiques.

Il y a aussi la loi anti-dumping. Mais qu'est-ce qu'on attend pour l'appliquer? Il y a deux ans, on a nommé une vingtaine d'inspecteurs spécialisés pour surveiller les importations, et plus particulièrement celles qui provenaient des États-Unis. Or, une étude des données statistiques nous indique que les importations en provenance des États-Unis sont plus élevées que jamais.

M. Grafftey: Ce n'est pas vrai!

M. Boulanger: Que font ces inspecteurs..

M. Grafftey: Vous en êtes rendus à l'autre extrême.

M. Boulanger: Monsieur le président, l'honorable député de Brome-Missisquoi (M. Grafftey) habite une région où l'industrie textile est très importante, et je me demande pourquoi il ne se lève pas pour en parler au lieu d'interrompre les autres.

M. Grafftey: Désirez-vous une réponse?

M. Boulanger: Pourquoi n'en parle-t-il pas dans sa circonscription?

M. Pigeon: Monsieur l'Orateur, est-ce que je pourrais poser une question à l'honorable député de Drummond-Arthabaska...

M. Grafftey: L'honorable député ne donne pas tous les faits.

M. Pigeon: Vous avez peur, je suppose?

M. Grafftey: L'honorable député me permet-il de lui poser une question?

(Traduction)

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre! L'honorable député semble répugner à l'intervention. Je prierais les députés de bien vouloir lui laisser poursuivre ses observations.

(Texte)

M. Boulanger: Monsieur le président, qu'on me laisse donc parler de ces questions qui intéressent la population du Canada, en général, et celle de notre région des Cantons de l'Est plutôt que de montrer les dents! Ils ont peur de parler de la question du textile. Ils ont comme moi le droit de le faire. L'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Ricard) devrait se faire le défenseur de l'industrie textile, puisqu'il représente une circonscription où l'on compte un grand nombre de ces industries.

Il devrait nous dire ce qu'il advient de cette industrie dans Saint-Hyacinthe, alors que l'année dernière deux ou trois fabriques ont fermé leurs portes.

M. Ricard: Lesquelles?

M. Pigeon: Nommez-les!

M. Grafftey: L'honorable député est un farceur!

M. Boulanger: L'honorable député de Joliette-L'Assomption-Montcalm pourrait lire le discours que j'ai prononcé l'année dernière en cette enceinte. Il y retrouverait les noms que j'ai donnés des industries qui ont fermé leurs portes, dans la province de Québec. J'en ai mentionné une vingtaine.

M. Ricard: Combien ont rouvert leurs portes depuis? Il y en a quatre qui ont rouvert leurs portes aussi; dites-le.

M. Pigeon: L'honorable député me fait penser à l'honorable député de Laurier. Il dit des sornettes.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, à l'ordre!

M. Boulanger: Il y aurait beaucoup à dire sur la question des textiles. Si j'en ai parlé pendant quelques minutes, c'était pour mettre la puce à l'oreille des députés dont les circonscriptions comptent des industries textiles.

Ils auront le temps maintenant de se préparer et de réfuter les chiffres que j'ai cités ce soir.

Je pourrai, à ce moment-là, revenir sur la question pour en discuter davantage.

Chez nous, dans la région, les industries diminuent le nombre de leurs ouvriers. La *Dominion Textile* a été obligée de fermer ses portes durant des semaines, faute de commandes. Cela s'est produit surtout à Drummondville, où la compagnie *Dominion Textile* se spécialise dans la fabrication des filets de pêche. C'est que, depuis quelques années, on importe des filets de pêche du Japon et d'autres pays, alors qu'il y a trois ou quatre ans, ce produit était fabriqué au pays.

Il en est ainsi du tissu qui sert à la fabrication des pneus d'automobiles. On importe ce tissu, maintenant.

En conséquence, les ouvriers sont en chômage. Nous en comptons 528,000, au Canada, et si le gouvernement ne prend pas de mesures appropriées, combien en compterons-nous dans un mois ou deux?

Ce sont là les observations que je désirais faire, monsieur le président, afin que soient prises des mesures d'urgence pour faire cesser l'importation des produits textiles.

Il est un autre sujet sur lequel j'aimerais appeler l'attention de la Chambre: l'agriculture. Aujourd'hui, les agriculteurs sont découragés par suite des lois adoptées par le présent gouvernement.

On a laissé entendre que le gouvernement conservateur sauverait l'agriculture, la ferme familiale, la ferme à faible revenu.